

« CNAFAL »

Association loi 1901

53, rue RIQUET
75019 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025



« CNAFAL »

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée générale de l'association « CNAFAL » ;

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « CNAFAL » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

a) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



c) Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans :

. La note « Changement de réglementation comptable » de l'annexe aux comptes annuels qui décrit les incidences sur les comptes annuels de la première application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

III. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

V. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé



d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Balma, le 15 mai 2026

SOLUTEC AUDIT
M. Vincent ROSSO
Commissaire aux comptes



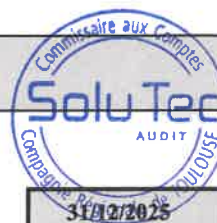


Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	12 922	12 922		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF IMMOBILISE	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	9 248	8 730	518	1 175
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations	50 000		50 000	50 000
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	3 000		3 000	
	Autres immobilisations financières				
TOTAL (II)		75 170	21 652	53 518	51 175
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	1 369		1 369	1 568
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	270		270	
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	31 084		31 084	84 186
ACTIF CIRCULANT	Charges constatées d'avance	184		184	5 281
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	417 900		417 900	328 360
	TOTAL (III)	450 806		450 806	419 396
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		525 977	21 652	504 324	470 571

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an



Bilan Passif

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2023

31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	274 519	274 519
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	127 231	101 554
	Excédent ou déficit de l'exercice	15 391	25 676
	Total des fonds propres (situation nette)	417 141	401 750
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	417 141	401 750
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 535	18 382
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	34 779	23 917
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 620	12 610
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)	6 250	13 912
	Total des dettes	87 184	68 821
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	504 324	470 571
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	15 390,98	25 676,36
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	87 184	68 821
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	30 203	36 104
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	5 270	
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	281 127	247 030
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	20 044	50
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	6	741
Total des produits d'exploitation		336 650	283 925
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	143 576	119 367
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés		885
	Salaires	114 338	83 512
	Cotisations sociales	40 293	31 399
	Dotation aux amortissements et dépréciations	929	1 174
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	26 822	25 902
Total des charges d'exploitation		325 957	262 239
RES ULTAT D'EXPLOITATION		10 693	21 687

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		10 693	21 687
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	4 953	4 238
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		4 953	4 238
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		4 953	4 238
RESULTAT COURANT avant impôts		15 646	25 924
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		255	248
TOTAL DES PRODUITS		341 603	288 163
TOTAL DES CHARGES		326 212	262 487
EXCEDENT ou DEFICIT		15 391	25 676
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		175 389	181 469
TOTAL		175 389	181 469
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		175 389	181 469
TOTAL		175 389	181 469

Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **504 324 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **341 603 euros** et un total **charges** de **326 212 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **15 391 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12 mois**

Les comptes annuels de l'association ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Pour les dispositions non spécifiques aux entités à but non lucratif, les comptes sont établis conformément aux règles et principes du PCG défini par le règlement ANC n° 2014-03, dans sa version consolidée à la date de clôture de l'exercice, intégrant notamment les règlements ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et ANC n° 2023-03 modifiant certaines dispositions du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La méthode de comptabilisations des cotisations des membres est faite selon la méthode de l'engagement.

Les principales méthodes utilisées sont :

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le Plan Comptable Général et s'applique à compter du 1^{er} janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Les incidences du nouveau règlement sur les principaux postes de 2025 ne sont pas significatives et ne sont pas détaillées.

Immobilisations

Les logiciels acquis sont évalués à leur coût d'acquisition (Prix d'achat + frais accessoires). La durée d'amortissement retenue pour les logiciels inscrit à l'actif du bilan est de 12 mois.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros



Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût

Site internet	Linéaire 5 ans
Matériel informatique	Linéaire 3 et 5 ans
Mobilier	Linéaire 5 et 10 ans

Titres de participation

A la clôture de l'exercice, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constatée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Contribution volontaire en nature

Il s'agit du bénévolat qui a été valorisé à 175 389 euros correspond à 9 231 heures valorisées au taux horaire de 19€. Ce taux horaire correspond au cout horaire moyen des salariés du CNAFAL minoré de 20% de l'année 2022. En suivant la methode de 2022, le taux horaire moyen est de 21€. Si ce taux aurait été retenu, le bénévolat aurait été valorisé à 193 851.

Remuneration des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

En application de la loi 2006-586 du 23/05/2006, nous vous informons d'une absence de rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres salariés et bénévoles de l'association.

Engagements de retraite

La société a opté pour la non comptabilisation des engagements retraite sous forme de provisions. L'article L 123-13 du Code de Commerce impose la mention des indemnités de fin de carrière dans

Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

l'annexe légale des comptes annuels.

Pour estimer le montant de l'engagement passé et futur de votre entreprise, l'étude actuarielle est réalisée à partir de paramètres économiques, sociaux et techniques propres à votre entreprise.

Paramètres économiques :

L'augmentation annuelle des salaires est :

1% constant pour la catégorie Cadres

1% constant pour la catégorie Non Cadres

Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de : 2.00 % (inflation comprise).

Paramètres sociaux :

Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à :

64 ans pour la catégorie Cadres

64 ans pour la catégorie Non Cadres

Le taux de rotation retenu est :

5 % constant pour la catégorie Cadres

5 % constant pour la catégorie Non Cadres

Le taux de charges sociales patronales est :

45% pour la catégorie Cadres

45% pour la catégorie Non Cadres

Le départ intervient à l'initiative du salarié

Paramètres techniques :

- L'année des calculs retenue est 2025.

- La table de mortalité est la table réglementaire TV88/90.

- La méthode de calcul retenue est la méthode prospective.

Synthèse des engagements de votre Entreprise

Ce tableau présente le montant des engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de fin de carrière, selon les éléments démographiques et les paramètres retenus sachant que la société n'a pas souscrit de contrat d'assurance.

Le tableau ci-après présente le montant des engagements de votre entreprise en matière d'indemnités de fin de carrière.

Dette actuarielle	1 292€
Charge théorique normale de l'exercice	

Informations requises par l'article R.123-19 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 3 990 € hors taxes.

Parmi cette somme, 3 990 € correspondent à des prestations entrant dans les diligences directement liées à la mission de commissariat aux comptes.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros



Informations relatives aux subventions

Financier	Objet de la convention	Attribué	Comptabilisé en compte de produit	Restant à encaisser
UNAF	Fonds spécial	129 687	129 687€	0€
ANCV	Aide structurelle	32 200€	32 200€	0€
CNAF	Action sociale familiale	13 500€	26 552€	4 050€
DJEPVA	Formation des bénévoles	1 500€	1 500€	0€
ALCL	Secteur consommation	57 598€	57 598€	0

Une partie des sommes constatées en produits correspond à une subvention attribuée en 2024 mais consommée en 2025.

L'objet et les mission de l'association

Le Conseil National des Associations Familiales Laïques, CNAFAL, est constitué dans les formes et conditions prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901. Il a pour but de contribuer au développement de l'idéal laïque dans tous les domaines, au maintien de la laïcité de l'Etat et des institutions publiques et la représentation, l'étude et la défense des droits et des intérêts moraux et matériels des familles entendues comme un groupe humain.

Ses missions principales sont la défense des familles, la défense des intérêts des familles consommatrices et de chacun des individus qui les composent ainsi que de tout citoyen en sa qualité de consommateur, la protection de la nature et de l'environnement, qui concourt à l'amélioration du cadre de vie des familles, la représentation et la défense des locataires ou accédants à la propriété pour tout ce qui concerne leurs rapports avec les propriétaires, les promoteurs, les architectes, les maîtres d'œuvre, et les administrations concernées, la diffusion des connaissances, le respect et le développement des cultures, l'utilisation éducative et culturelle du temps libre pour la promotion d'une société sans exclusion, le développement du sens critique, la prise en compte des intérêts des usagers des établissements (santé, éducation...).

Faits caractéristiques de l'exercice

A la demande de la DGCCRF et en continuité avec ACLC, la subvention locale qui ne fait que transiter dans les comptes du CNAFAL, apparaît en charge et produit pour un montant de 24 830 euros, ce qui n'a aucun impact sur le résultat.

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Il n'y a pas eu d'évènements postérieurs de nature à remettre en cause les comptes annuels 2025 tels qui sont présentés.

Immobilisations

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	12 922					12 922
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 922					12 922
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	11 859		272		2 883	9 248
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 859		272		2 883	9 248
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations	50 000					50 000
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières			3 000			3 000
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	50 000		3 000			53 000
TOTAL		74 781		3 272		2 883	75 170



Amortissements

Etat exprimé en euros

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			12 922			12 922
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			12 922			12 922
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Autres Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier			10 684	929	2 883	8 730
	Emballages récupérables et divers						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			10 684	929	2 883	8 730
TOTAL				23 606	929	2 883	21 652

Créances et Dettes


 Etat exprimé en euros
 Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	3 000		3 000
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	270	270	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	4 050	4 050	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	27 034	27 034	
	Charges constatées d'avance	184	184	
	TOTAL DES CREANCES	34 538	31 538	3 000
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	24 535	24 535		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	11 610	11 610		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 707	21 707		
	Impôts sur les bénéfices	255	255		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	1 207	1 207		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	21 620	21 620		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	6 250	6 250		
	TOTAL DES DETTES	87 184	87 184		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Charges à payer

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Charges à payer		37 847
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURN FACTURES NON PARVENUES.</i>	20 879	20 879
Dettes fiscales et sociales <i>PROV. CONGES A PAYER</i> <i>PROV. CH. SOC. / CONGES PAYES</i>	11 610 5 358	16 968

Produits à recevoir



Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Produits à recevoir		31 232
Autres créances		31 232
PAR CNAF SUBVENTIONS	4 050	
BANQUES INTERETS A RECEVOIR	198	
COTISATIONS A RECEVOIR	26 984	



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				184
Frais generaux			184	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				184

--



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION ADERE		6 250	6 250
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			6 250

--



Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	274 519			274 519
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	101 554	25 676		127 231
Résultat de l'exercice	25 676	15 391	25 676	15 391
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
TOTAL	401 750	41 067	25 676	417 141



Répartition des effectifs par catégorie

31/12/2025

Interne

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Ouvriers	
	Employés, techniciens, agents de maîtrise	2
	Cadres et ingénieurs	1
	Autres catégories	
	TOTAL	3